

A69 : où en est exactement le chantier arrêté

Avant l'interruption des travaux, le concessionnaire Atosca maintenait son objectif de mise en service de l'autoroute Castres-Toulouse fin 2025. Mais pour les opposants, le projet n'aurait pas pu finir dans les temps.

L'annulation de l'autorisation de l'A69 décidée par le tribunal administratif de Toulouse le 27 février laisse en suspens un chantier déjà très avancé. Sur une vidéo filmée par drone début février et mise en ligne par le concessionnaire Atosca - qui ne souhaite pas s'exprimer sur le sujet -, le tracé de l'infrastructure contestée apparaît clairement sur toute sa longueur ainsi que de nombreux ouvrages d'art. Dans un point d'étape daté du 20 novembre 2024, l'entreprise indique que « 100 % des terrassements sont en cours », « 45 % du volume à terrasser est achevé » et « 70 % des 200 ouvrages d'art sont réalisés ».

Enrobés prévus au printemps

Le projet de liaison autoroutière entre Toulouse (Haute-Garonne) et Castres (Tarn) s'étend sur 53 km, dont 44 km de tracé neuf et 9 km de réaménagements. A ce jour, les trois raccordements de la nationale existante, la RN126, aux routes départementales, ont été réalisés et les cinq échangeurs en grande partie achevés. C'est également le cas des principaux ouvrages d'art parmi lesquels le viaduc de l'Agout (144 m) et le pont ferroviaire qui franchit la ligne Toulouse-Castres (107 m). A Cambon-les-Lavaur, un pont construit trop haut a été remis à niveau à l'automne.

La décision du tribunal est intervenue alors que le concessionnaire se préparait à mettre en place deux centrales à enrobé, l'une à Puylaurens et l'autre à Villeneuve-les-Lavaur, en vue de démarrer la pose du revêtement sur le linéaire, prévue « à partir du printemps ». « Atosca a désormais concrétisé plus de 300 millions d'euros, soit 65 % du budget total du chantier », soulignait début février le concessionnaire qui réaffirmait alors « l'objectif d'une livraison à la fin de l'année 2025 ». « Un an et demi de retard »

« Esbroufe! » juge Thomas Digard, membre du collectif La Voie est libre pour qui le chantier a pris « au moins un an et demi de retard » par rapport aux annonces d'Atosca. « Il reste de nombreux ouvrages d'art à construire dont l'un, majeur, au-dessus du ruisseau de Bernazobre, relève l'opposant par ailleurs gérant d'une entreprise d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Selon le planning prévisionnel, il aurait dû être fini en mai 2024 mais il n'est pas commencé ». Ce même planning envisageait 22 mois de terrassements « or Atosca a mis 18 mois pour en réaliser seulement la moitié », ajoute Thomas Digard.

« Nous demandons une expertise indépendante sur l'avancement des travaux et sur l'évaluation budgétaire du chantier », réclame l'opposant qui rappelle que le budget de 450 M€ annoncé lors de la signature du contrat en 2021 ne tient pas compte de l'inflation qui a eu lieu

depuis. Sur le terrain, Atosca s'emploie à organiser la sécurisation du chantier en attendant l'épisode suivant de la saga judiciaire.